



AMPLIFYCHANGE



**Cartographie des
intervenants et potentiels
intervenants sur l'avortement
médicalisé en cas de Viol,
Inceste et quand la santé de
la mère est en danger**

**ANJ-SR/PF
Projet Mon Choix**

 **Cabinet Continuum**

Index

- I. Contexte de l'étude
- II. Objectifs de l'étude
- II. Approche Méthodologique
- III. Résultats de l'étude
- IV. Recommandations de l'étude

I. CONTEXTE DE L'ETUDE

- Au Sénégal, en 2010, 3,6% des décès maternels ont été liés à un avortement à risque. Tandis que 51 500 avortements sont répertoriés en 2012. **Un chiffre révélateur dans un pays où l'avortement n'est pourtant pas légalisé.**
- La grande majorité des femmes majeures qui tombent enceinte à la suite d'un viol ne s'engagent pas dans une procédure de demande d'IVG, compte tenu des conditions très restrictives dans lesquelles un avortement peut être autorisé et de la lenteur des procédures.
- L'enquête de l'Agence Nationale des Statistiques de la Démographie (ANSD) de 2012 faisait état d'un taux de viol? de 25% des affaires jugées aux chambres criminelles. Et l'ancien ministre de la justice faisait état devant le parlement lors des plénières pour le vote de son budget de 3600 cas de viols enregistrés en 2014 au Sénégal. Les adolescentes et jeunes constituant les groupes les plus vulnérables face aux violences sexuelles et étant encore plus exposées aux avortements clandestins avec toutes les graves conséquences qui en découlent.
- En 2008, le ministère de la santé a publié une analyse selon laquelle les avortements clandestins largement pratiqués constituaient la 5ème cause des décès maternels et a ensuite recommandé de sensibiliser les populations aux risques que représentent ces avortements (maladies, infanticide, emprisonnement, décès...) et de réformer la législation sur l'IVG



I. CONTEXTE DE L'ETUDE

- En 2013 le ministère de la santé a mis en place un réseau pluridisciplinaire composé de juristes, sociologues, personnels médicaux et des membres d'organisation de la société civile. Ce mécanisme de coordination appelé TASK FORCE s'investit sur le plaidoyer pour l'avortement médicalisé en cas d'agression sexuelle, d'inceste, de viol et lorsque la grossesse met en danger la santé mentale ou physique de la mère.
- La mission principale de la TASK FORCE est de mettre à la disposition des acteurs dans le processus de plaidoyer pour l'avortement médicalisé une cartographie qui permet d'identifier les principaux intervenants et une analyse qualitative sur leurs acquis, les risques et les obstacles.



L'objectif de ce comité de plaidoyer (task Force) est d'obtenir l'autorisation de l'avortement médicalisé pour les cas prévus par le protocole de Maputo: en cas de viol, d'inceste et quand la santé de la mère est en danger. En effet le droit sénégalais n'est pas conforme aux engagements internationaux de l'Etat sénégalais sur la problématique de l'accès à l'avortement médicalisé car malgré la ratification de la CEDAW et du protocole de Maputo, la législation sénégalaise reste prohibitive concernant l'accès à l'avortement médicalisé pour les cas précités.

C'est dans ce cadre que l'ANJSR/PF à travers sa stratégie de promotion des Droits en santé sexuelle et de la reproduction (DSSR) met en œuvre un projet mon choix qui contribue à l'atteinte de deux résultats d'Amplify change (**Des mouvements plus forts et plus ouverts pour les DSSR** et **L'Accès accru aux ressources, informations et aux services de la SSR**) mène cette analyse de cartographique des intervenants sur le plaidoyer pour l'avortement médicalisé en cas d'agression sexuelle, d'inceste, de viol et lorsque la grossesse met en danger la santé mentale ou physique de la mère.

I. OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif principal de cette analyse était de réaliser une cartographie des acteurs aux niveaux local et national, qui interviennent dans le plaidoyer pour l'accès à l'avortement médicalisé en cas d'inceste et de viol en précisant leur statut/tutelle

Cet objectif principal s'est décliné en plusieurs objectifs spécifiques à savoir :



- évaluer les capacités et le niveau de participation de toutes les parties prenantes dans le processus pour avoir une vision précise des actions des différents intervenants, leurs rôles et leurs stratégies d'intervention ;
- Déceler les forces faiblesses opportunités et menaces des différents intervenants dans leurs actions de plaidoyer sur l'accès à l'avortement médicaliser;
- Elaborer outil d'information, de partenariat et de coordination pour accompagner les différents acteurs dans leurs actions de plaidoyer, de renforcement de capacité et de sensibilisation ;
- Etablir Identifier des passerelles de partenariats entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui interviennent dans le plaidoyer pour l'accès à l'avortement médicalise en cas d'inceste, de viol.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'étude a adopté une approche exploratoire et qualitative basée sur la méthodologie suivante:

- Echantillonnage
 - Un échantillonnage par choix raisonné des unités-types a été appliqué dans cette analyse pour les thèmes étudiés : perception sur l'avortement médicalisé, le secteur et domaines d'intervention de la structure, son implication dans le plaidoyer pour l'avortement médicalisé, la collaboration et du partenariat, les opportunités/contraintes et les recommandations.
 - La sélection des unités-types, appelées informateurs-clés, repose sur des critères bien définis selon l'outil administré:
 - Leur adhésion dans la Task Force certaine de la zone
 - Leur implication dans les problématiques de la santé reproductive et de la planification familiale
 - Leur position dans la région de Dakar



DEMARCHE METHODOLOGIQUE

■ Méthode de collecte

Deux méthodes de collecte ont été utilisées notamment la recherche documentaire, des guides semi-structurés administrés aux informateurs-clés. Cette méthodologie cherche à ratisser largement l'ensemble des données utiles pouvant nous donner une idée les interventions.



Les outils suivants ont été proposés principalement :

- Guide pour la revue documentaire
- Guides semi-structurés administrés aux informateurs-clés

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

- Limite de l'étude

Cette analyse de cartographie comporte deux principales limites à savoir :

- le nombre d'intervenants dans le domaine de la SR PF qui n'ont pas répondu au guide d'entretien transmis malgré plusieurs relances. Pourtant plusieurs de leur responsable sont membres de la Task Force
- Le budget réduit qui n'a pas permis de couvrir plusieurs zones géographiques et de consacrer plus de temps pour les enquêtes. C'est pourquoi les structures des secteurs publics et privés n'ont pas été enquêtées.



RESULTATS DE L'ETUDE



PARTIE I: ANALYSE DESCRIPTIVE DES INTERVENANTS

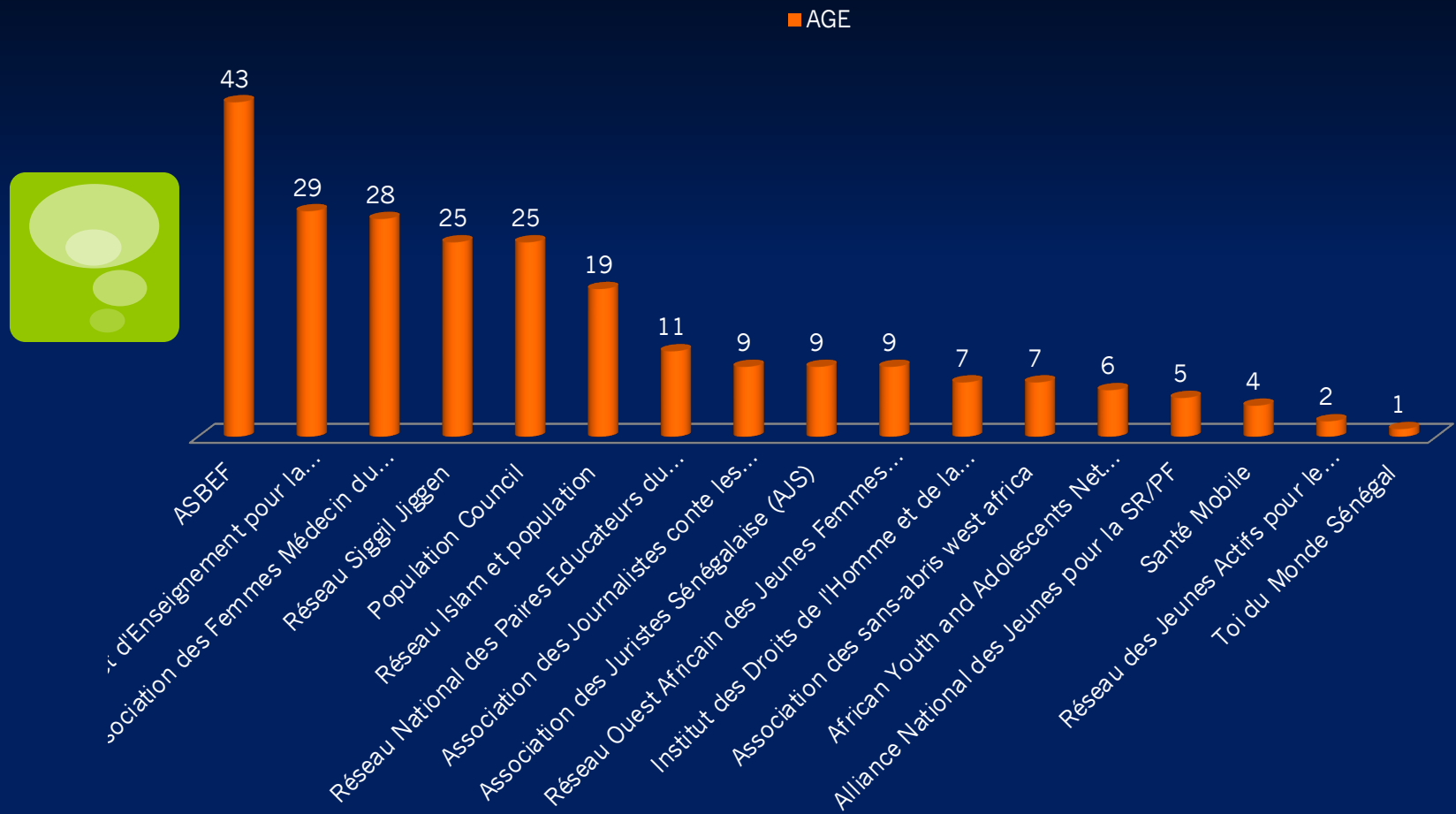
RESULTATS DE L'ETUDE

- Description du profil des intervenants enquêtés Au total 17 organisations dont 7 ONG Nationales, 3 ONG internationales et 7 organisations communautaires ci-dessous:

Nom de l'organisation	Année de création	Siège social
1 : Réseau Islam et population	1999	85 avenue pcytroin/BP7613/Dakar Médina/Sénégal
2 : Institut des Droits de l'Homme et de la Paix (IDHP)	1983 intervient ici depuis 2011	Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP) UCAD
3 : Groupe d'Etude et d'Enseignement pour la population (GEEP)	1989 comme association 1993 comme ONG	Ecole Normal Supérieur
4 : Réseau Siggil Jiggen	1993	Derkhlé cité Asecna
5 : Réseau National des Paires Educateurs du Sénégal (RENPEs)	2007	Mermoz en face la sonatel
6 : Population Council	Plus de 25ans	Sacré Coeur3 en face poste finance
7 : Réseau des Jeunes Actifs pour le Développement	2016	Médina Gounass4/Ecole Bonjour Afrique
8 : African Youth and Adolescents Net work (Afriyan)	2012	Cité comico liberté VI extension
9 : Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leader du Sénégal (ROAJELF/S)	2009	PointE, 20 avenue Birago Diop, Direction de la vie associative
10 : Toi du Monde Sénégal	2017	20, avenue Birago Diop, pointE, Dakar/sénégal
11 : Alliance National des Jeunes pour la SR/PF	2013	PointE avenue Birago Diop immeuble DVA DP 7304 Dakar/Médina
12 : Association des sans-abris west africa	2011	PointE 20 avenue Birago Diop
13 : Santé Mobile	2014	450 Parcelles Assainie Unité 22
14 : Association des Journalistes conte les Viols et les Abus sexuelle (AJVA)	2009	Parcelle Assainie unité 26/villa n°599
15 : Association des Juristes Sénégalaise (AJS)	1974	Liberté6 sur les deux voies en face SUMU MUNICIPAL
16 : Association des Femmes Médecin du sénégal	1990	Clinique la providence/cité keur gorgui
17 : ASBEF	1975	Route de front de terre

RESULTATS DE L'ETUDE

Agés des intervenants



RESULTATS DE L'ETUDE

■ Analyse de l'ancienneté des intervenants

Une lecture sur l'année de création de chaque organisation fait voir que l'ASBEF, le GEEP, le Réseau Siggil Jigen, l'Association des Femmes Médecins, L'Association des juristes senegalaises (AJS), Population Council capitalisent 25 ans et plus en termes d'expériences sur les questions de SR PF. Cela dénote de leur notoriété et explique le rôle central qu'ils doivent jouer sur le plaidoyer pour l'AM en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels,

Elle fait apparaitre que les organisations de jeunes sont récentes voire très récentes âgées entre 1 et 11 ans. Cela prouve la dynamique de l'engagement des jeunes dans la question mais aussi oblige une collaboration réfléchie entre les deux catégories d'organisation,



RESULTATS DE L'ETUDE

■ Description des missions et objectifs des intervenants

Les organisations enquêtées présentent des missions similaires présentées ci-dessous:

- Amener les population à mieux comprendre les problèmes liés à la santé de la reproduction et à ne plus citer la religion comme obstacle;
- Promotion et protection des droits humains, Formation et mener des projets de recherche sur les droits humains
- Favoriser l'accès des adolescents des informations sur la santé de la reproduction, la mondialisation et environnement; Promouvoir l'intégration de la variable population dans le capital du savoir diffusé à l'école sur la base d'une approche participative
- Rehausser l'image de la femme sénégalaise; Œuvrer à l'instauration de rapport de genre équitable et égalitaire à tous les niveau (sphère de décision cadre législatif);-Promouvoir et défendre les droits sociaux, économique et politiques des femmes sénégalaise,-Favoriser le développement des capacités des organisation de femmes,-S'impliquer dans la prise en charge des enjeux nationaux et internationaux pour le statut de la femme et le respect de la personne humaine
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des population dans le domaine de la santé de l'éducation notamment en préparant les jeunes à leur rôle de citoyens actifs et responsable;-Lutter contre la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH et des couches vulnérables
- Contribuer à la recherche pour améliorer la vie des populations-mener des recherches et trouver des solutions au santé développement à travers le monde - Permettre aux femmes et leur partenaire de planifier leur famille-n Renforcer les capacités des jeunes filles pour qu'elle aient leur propre mot à dire



RESULTATS DE L'ETUDE

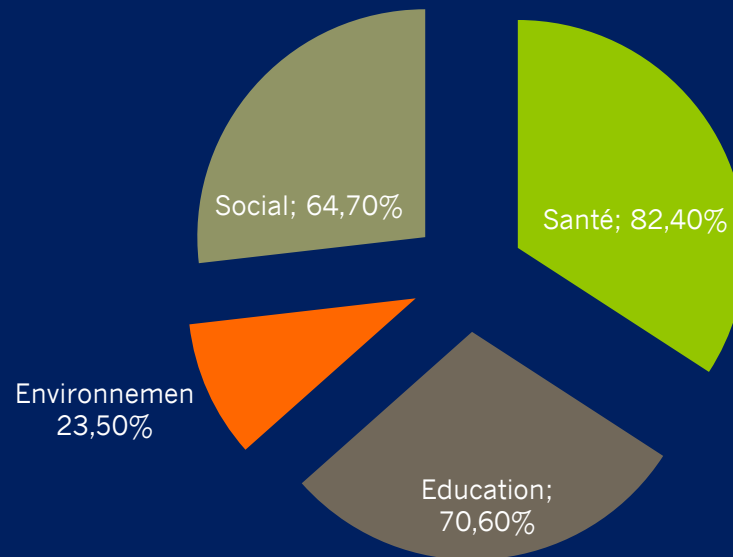
■ Description des missions et objectifs des intervenants

- Renforcer la participation des jeunes dans la gestion de leur environnement urbain
- Autonomisation des jeunes filles;-Lutter contre les violences basées sur le genre, les mutilations génitales féminines;-les MP;-les grossesses précoces;-Accéder à l'information et aux services de la santé de la reproduction pour les jeunes filles
- Développer le potentiel de citoyenneté des jeunes femmes en vue de favoriser leurs participation au processus de décisions et au développement dans la sous-région; le ROAJELF ambitionne d'être un outil de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest à travers la promotion de la jeunesse en général et de la jeune femme en particulier dans tous les programmes et projets et à tous les niveaux de réflexion et d'action
- Promouvoir la SSR des ados jeunes -accès aux service de santé aux ados jeunes participer à l'amélioration juridique et politiques environnemental; les objectifs sont décliné à travers les projets et programmes
- Promouvoir des projet de développement envers les couches défavorables du pays et de la sous région; promouvoir l'éducation et la formation des jeunes d'Afrique de l'ouest ,la réinsertion des enfant de la rue et des personnes en situation difficile
- Assurer la santé et le bien être des filles et femmes au Sénégal ;objectifs: contribuer au bien-être des filles et femmes et le respect de leurs droits; promouvoir l'entreprenariat à travers le projet serviette santé vie
- Informer mais surtout de sensibiliser les populations sur la question de viols et d'abus sexuels. Renforcer les capacités professionnelles des journalistes pour une meilleur traitement et diffusion de l'information
- Vulgarisation ,promotion et protection des droits humains particulièrement ceux des femmes et des enfants

RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des domaines d'intervention intervenants

- La quasi-totalité des acteurs interviennent dans le domaine de la santé 82%, l'éducation 70% et le social 64%,
- Peu d'entre elles s'investissent dans l'environnement.



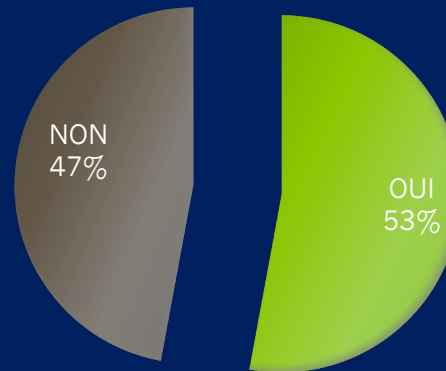
RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des domaines d'intervention intervenants

- Par ailleurs 47% des intervenants ne sont pas impliqués sur les questions de l'avortement médicalisé en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels



Implication des intervenants dans le PAM



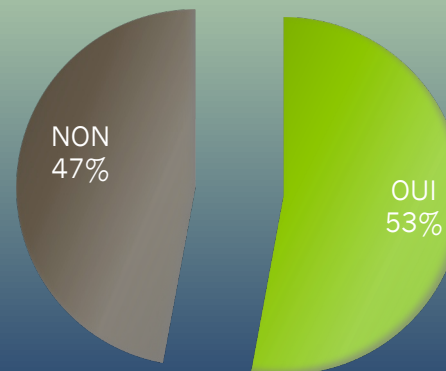
RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des domaines d'intervention intervenants

- Par ailleurs 47% des intervenants ne sont pas impliqués sur les questions de l'avortement médicalisé en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels



Implication des intervenants dans le PAM



RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des domaines d'intervention intervenants

- 53% des organisations enquêtées sont impliquées dans les domaines du PAM pour des raisons très objectives,

INTERVENANT	RAISONS D'IMPLICATION
Réseau Islam Population	Depuis 4 ans en collaboration avec le Réseau Siggil Jigen. Nous sommes motivés par cette envie de faire comprendre aux populations fortement ancrées dans leurs convictions religieuses qui parfois restent incomprises. Selon certains religieux l'islam est contre l'avortement alors que dans certains cas de figure son application est plus qu'une obligation. Toute fois la réserve est que le troisième point (abus sexuel) ne nous concerne pas tout à fait. Notre crédo en tant que religieux est plutôt une grossesse qui mène à la mort de la mère
Groupe d'Etude et d'Enseignement pour la population (GEEP)	Depuis 2013 pour informer et prévenir les grossesses précoces en milieu scolaire
Réseau Siggil Jigen	Depuis 2013 pour contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile et veiller à l'application du protocole de Maputo
Population Council	Depuis 2013 mais pas de manière directe nous appuyons la task force en mettant à sa disposition des évidences dans le plaidoyer
Réseau des Jeunes Actifs pour le Développement	Depuis la présentation du sujet avec l'ANJ, on s'est engagé. Notre motivation est juste que ces victimes méritent ce combat
Alliance National des Jeunes pour la SR/PF	Depuis 2017 et suite à l'obtention d'une subvention d'un partenaire Amplify change. En tant que organisation de jeunes SR/PF = participation à la platform RHRN qui eu fait une priorité cf l'Art7 de la constitution de 2010, l'Art13 de la loi sur la SR de 2005 relatifs aux violences basés sur le genre
Alliance National des Jeunes pour la SR/PF	Depuis 2013
Association des Femmes Médecin du Sénégal	2011 lutter contre les risques sanitaire liés à l'avortement medicalisé car étant des acteurs de santé
ASPEE	Depuis coopération

RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des domaines d'intervention intervenants/ Analyse du niveau d'implication?

- 47 % des organisations enquêtées ne pas sont impliquées dans les domaines du PAM pas pour des raisons contre le sujet mais plutôt organisationnelles et financières

Intervenants	Raison de non implication
Institut des Droits de l'Homme et de la Paix (IDHP)	On n'a pas vocation à orienter ni à prendre en charge des personnes en cas de viol d'inceste d'abus sexuel. Mais dans le cadre de la task force l'IDHP y intervient indirectement
Réseau National des Paires Educateurs du Sénégal(RENPEES)	Parce que nous ne sommes pas encore financés dans ce domaine
African Youth and Adolescents Net work(Afriyan)	On a pas eu l'occasion de participer aux actions de plaidoyer, mais nous voulons travailler sur cette question puisqu'elle touche la jeune fille qui est notre cible prioritaire
Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leader du Sénégal (ROAJELF/S)	Pas spécifiquement dans leur plan stratégique
Toi du Monde Sénégal	Pas encore dans leur plan stratégique (domaines d'intervention)
Association des sans-abris West africa	Manque de partenaires
Santé Mobile	13 : Parce que notre structure offre l'information sur une bonne gestion de l'hygiène menstruelle de la fille et de la femme et ne rentre pas dans le cadre de l'avortement

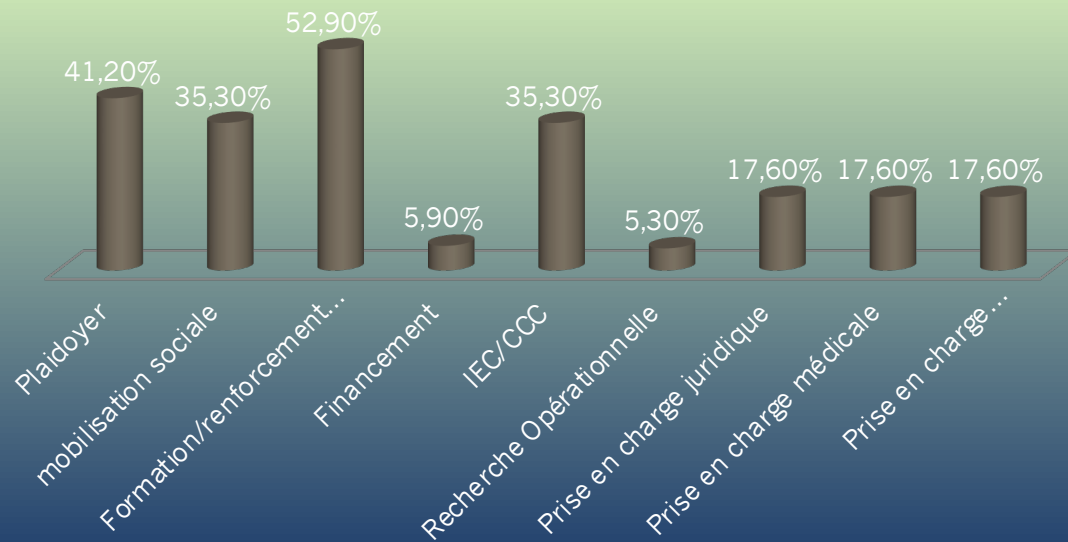
RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des stratégies d'intervention intervenants

- Le plaidoyer figure en bonne place dans les stratégies d'intervention (41%), mais les formations et le renforcement des capacités sont les plus fréquentes, la recherche opérationnelle et le financement sont faiblement pris en compte (5%). La prise en charge médicale (ASBEF), Juridique(AJS) et psychosociale (ASBEF, AJS,GEEP, ANJ/SRPF, Réseau Siggil Jigen) est de 17%



Répartition des stratégies des intervenants

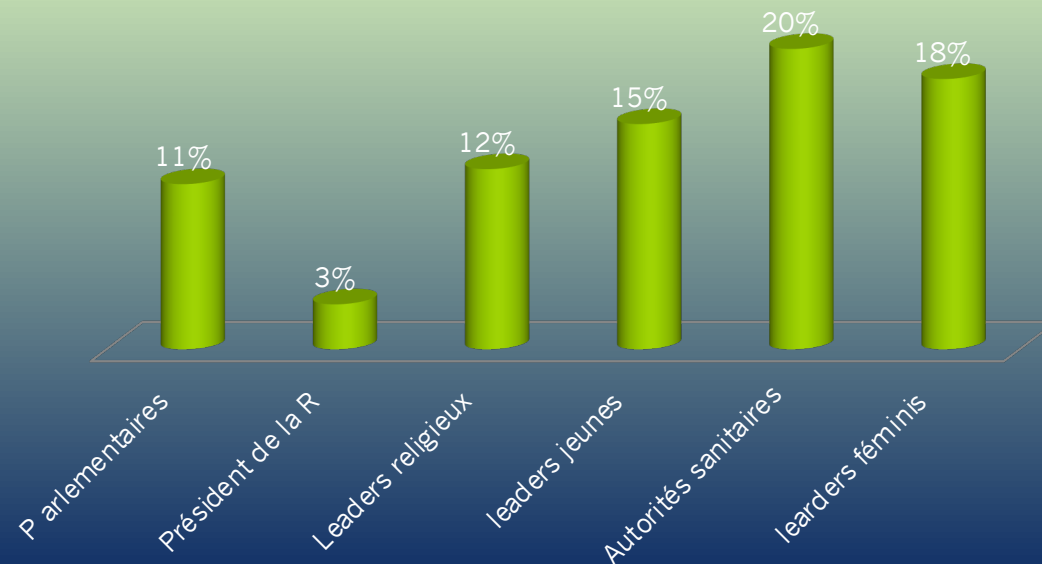


RESULTATS DE L'ETUDE

Analyse des cibles de plaidoyer des intervenants

- Les données ci-dessous montrent que d'énormes efforts restent à faire dans le ciblage sur le PAM, de faibles actions sont entreprises à l'endroit du Président de la république même si un projet de réforme finalisé en 2015 par le comité de plaidoyer et remis aux autorités. avec l'apport du Ministère de la Santé et du ministère de la justice les actions de plaidoyer notées ciblent particulièrement les jeunes et les femmes les leaders religieux et les autorités sanitaires. Concernant les parlementaires car il faut relativiser car actuellement au Sénégal on est au niveau de la 13^{ème} législature qui fait 165 députés et parmi ces députés il en reste seulement 7 de la 12^{ème} législature avec laquelle la task force avait pourtant beaucoup d'acquis

Cibles touchées par le plaidoyer



RESULTATS DE L'ETUDE

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PAM

Les acteurs notent plusieurs obstacles dans le cadre de leurs actions de plaidoyer en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuel notamment:

- la récurrence de débats houleux liés à des interprétations négatives sur et des préjugés
- la faiblesse des stratégies de communication efficaces pour ne pas heurter les populations et faire comprendre aux autorités les fondements l'avortement médicalisé:

Les contraintes liées aux réalités socio-culturelles dans certaines localités qui entravent les mobilisations concernant les violences basées sur le genre;

Le manque d'accompagnement financier pour toute la durée du plaidoyer ;les changements de législature;

- les sorties médiatiques des personnalités politiques qui sont contre le sujet (la politisation du plaidoyer)
- La réticence des leaders politiques
- la majeure partie de la population pense que les acteurs agissent sur influence négative de états extérieurs
- L'Opposition des leaders religieux ,
- déformation des messages pour certains nombre de médias

RESULTATS DE L'ETUDE



PARTIE II: ANALYSE DE LA COLLABORATION AU SEIN DE LA TASK FORCE

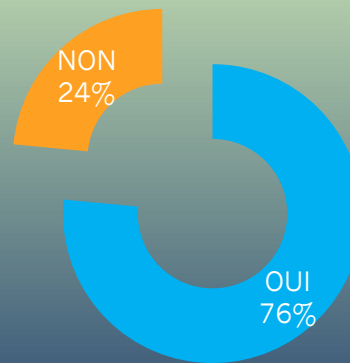
RESULTATS DE L'ETUDE

Connaissance de la Task Force

Sur les 17 intervenants enquêtés seuls 4 ignorent l'existence de la Task Force dont les 3 que sont : souhaitent intégrer ce mécanisme de coordination



Connaissance de la task force



RESULTATS DE L'ETUDE

Apports des intervenants dans la Task Force

Les organisations enquêtées voudraient:

- Appuyer la Task Force dans la réflexion juridique pour la construction du plaidoyer.
- Mener des études comparatives entre notre pays et d'autres Etats africains, organiser des séminaires ateliers pour faire connaitre la Task force et les projets de révision de loi dans le domaine de l'avortement pour les cas d'inceste de viol d'abus sexuel (RESEAU ISLAM POPULATION)
- Faire un plaidoyer envers les décideurs à accepter la loi sur l'avortement médicalisé (RENPES)
- Faire des actions de plaidoyer, de communication (AFRIYAN)
- Formation, plaidoyer, communication (ROAJELF/S)
- La mobilisation des mouvements de jeunes puisqu'ils sont plus ouvert aux questions de santé sexuelle et reproductive (ANJ/SRPF)
- Plaidoyer pour la légalisation de la loi sur l'avortement médicalisé (ASAWA)
- Une meilleure sensibilisation des journalistes et des médias ((AJVA)
- Réduire les la perception négative à travers la communication et le plaidoyer ,a lutter contre les violences sexuelles (ASBEF),



RESULTATS DE L'ETUDE

Les partenaires stratégiques de la Task force

- PP Global,
- Amplify change,
- Marie Stopes International,
- Population Council,
- Médicos Del Mundo
- Fondation HEWETT qui finance le fonctionnement de la Task force
- Comité de Lutte Contre les Violences Faites aux Femmes (CLVF)

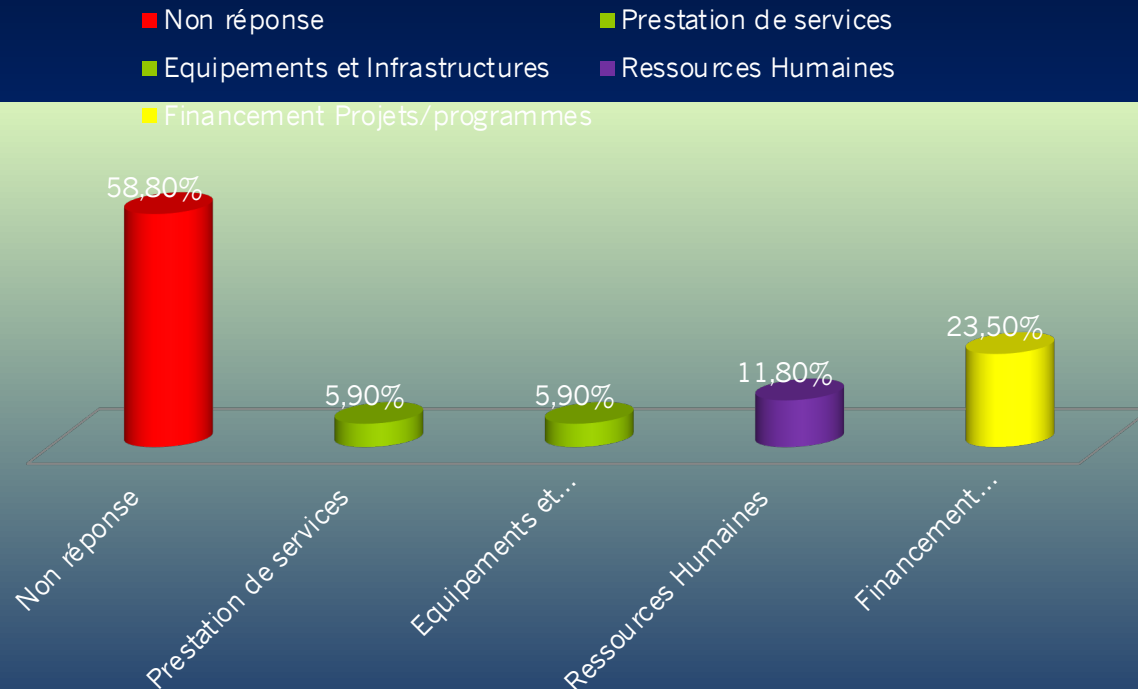


RESULTATS DE L'ETUDE

Les partenaires stratégiques de la Task force

- La plupart des intervenants (58%) n'ont pas souhaité répondre aux types d'appui que leur octroient leurs partenaires. Toutefois 23,50% affirment bénéficier de financements pour la mise en œuvre de projets, 11,80% la mise à disposition de ressources humaines et 5,9% en termes d'équipements et de prestations de services,

Types d'appui offerts aux intervenants

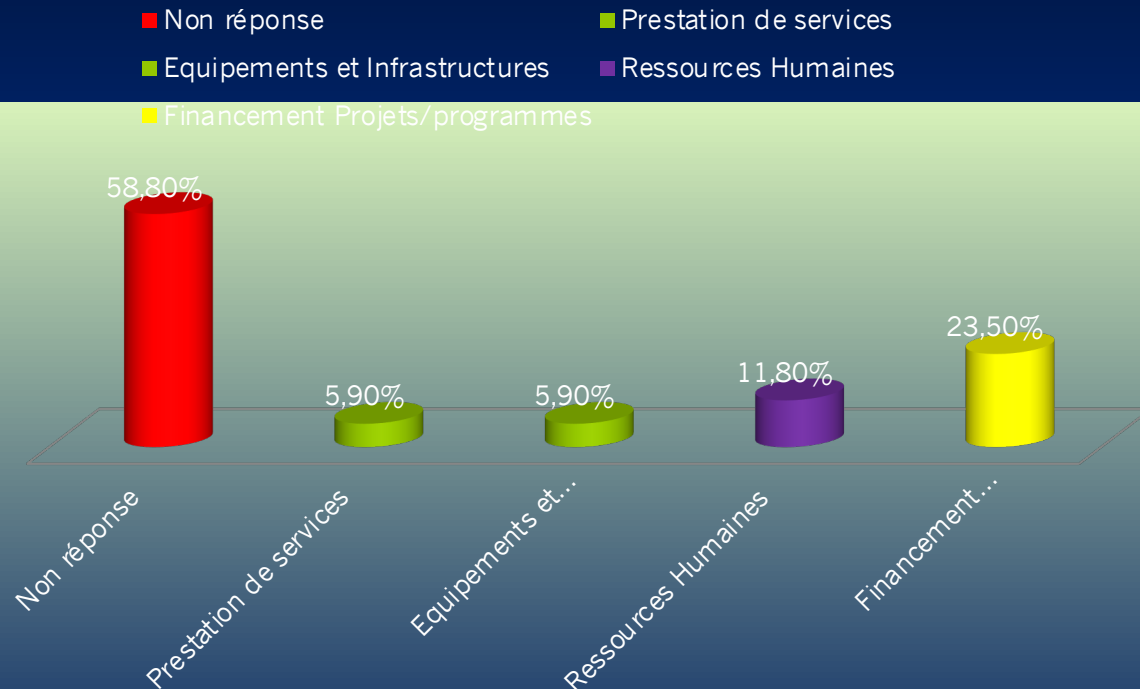


RESULTATS DE L'ETUDE

Les partenaires stratégiques de la Task force

- La plupart des intervenants (58%) n'ont pas souhaité répondre aux types d'appui que leur octroient leur partenaires. Toutefois 23,50% affirment bénéficier de financements pour la mise en œuvre de projets, 11,80% la mise à disposition de ressources humaines et 5,9% en termes d'équipements et de prestations de services,

Types d'appui offerts aux intervenants



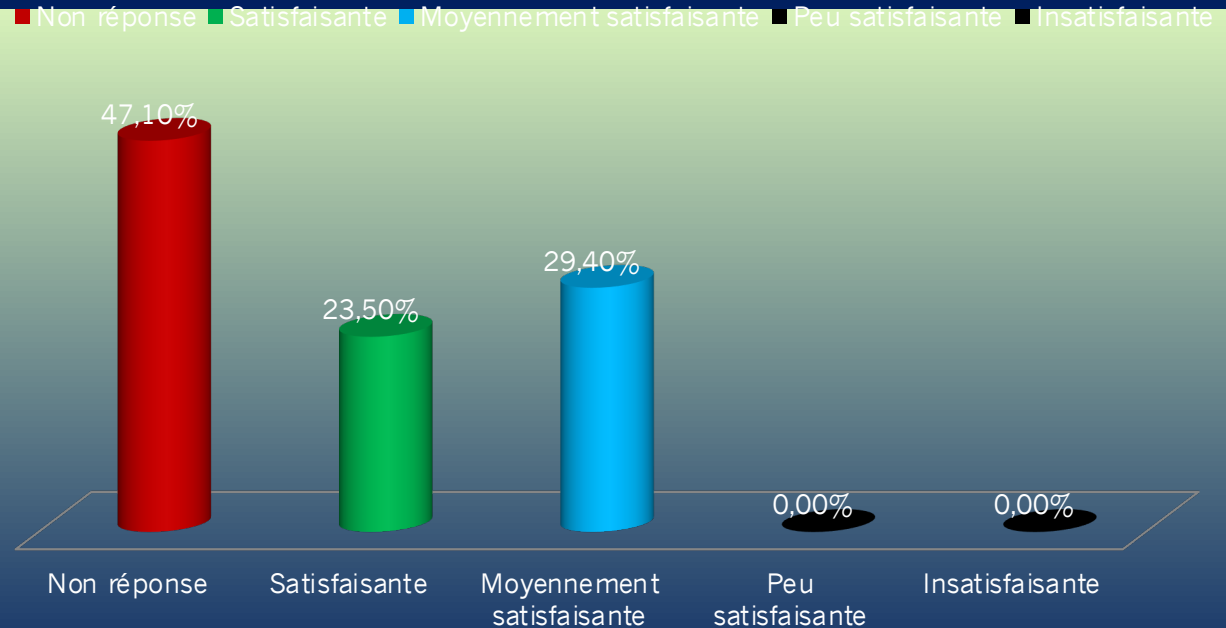
RESULTATS DE L'ETUDE

Les partenaires stratégiques de la Task force

- La collaboration entre les intervenants dans le cadre du PAM en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels n'est du tout satisfaisante. 41% n'ont pas répondu à la question ce qui augurer un position floue, 29,5% affirment qu'elle est moyennement satisfaisante. Seuls 23% disent que la collaboration est satisfaisante,



Graphique: Appréciation de la collaboration



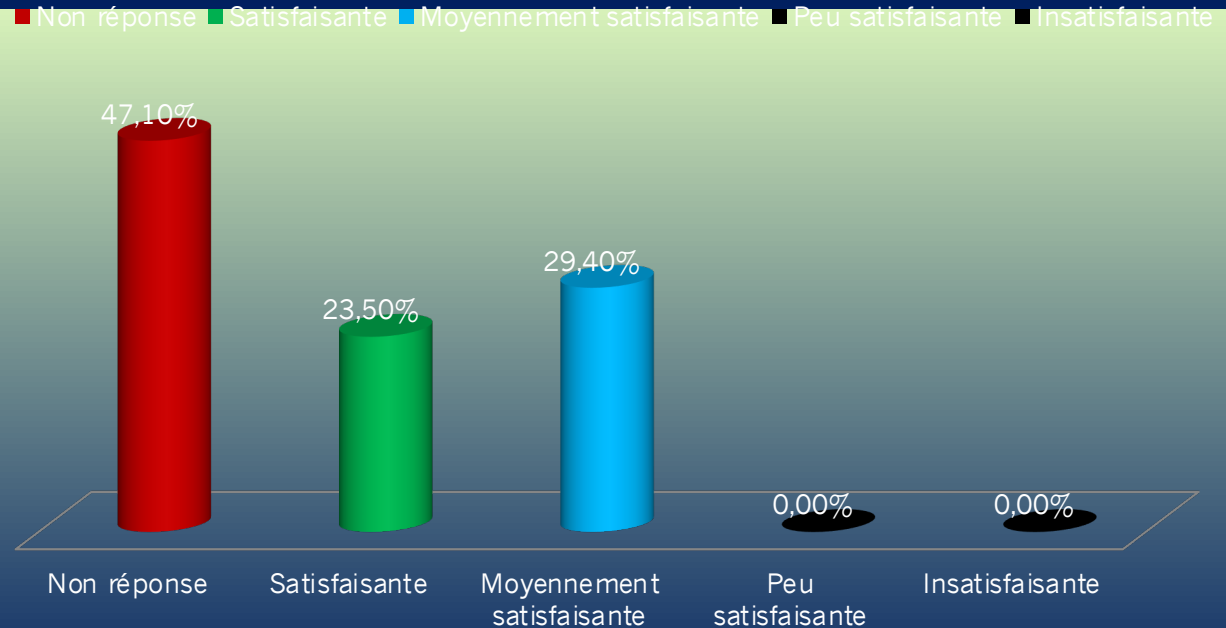
RESULTATS DE L'ETUDE

Les partenaires stratégiques de la Task force

- La collaboration entre les intervenants dans le cadre du PAM en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels n'est du tout satisfaisante. 41% n'ont pas répondu à la question et 29,5% affirment qu'elle est moyennement satisfaisante. Seul 23% disent que la collaboration est satisfaisante. La réticence de plusieurs membres à participer à cette analyse représente une pertinente illustration. Il s'y ajoute plusieurs membres de la Task Force ne participent pas aux activités du comité de plaidoyer.



Graphique: Appréciation de la collaboration



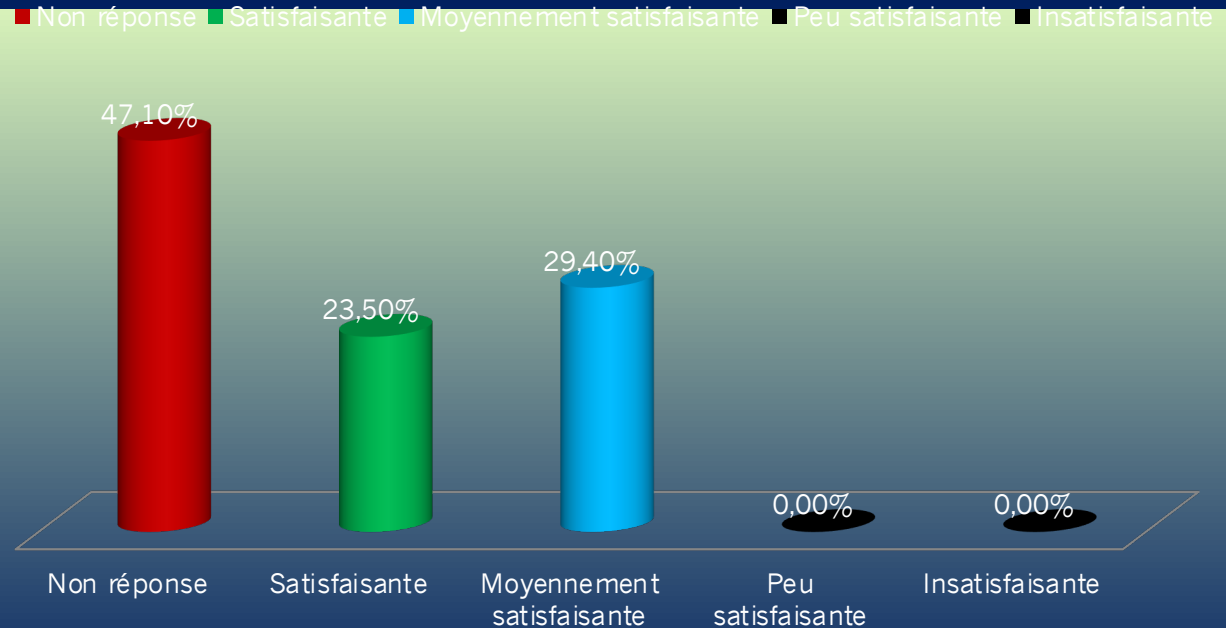
RESULTATS DE L'ETUDE

Les partenaires stratégiques de la Task force

- La collaboration entre les intervenants dans le cadre du PAM en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels n'est du tout satisfaisante. 41% n'ont pas répondu à la question et 29,5% affirment qu'elle est moyennement satisfaisante. Seul 23% disent que la collaboration est satisfaisante. La réticence de plusieurs membres à participer à cette analyse représente une pertinente illustration. Il s'y ajoute plusieurs membres de la Task Force ne participent pas aux activités du comité de plaidoyer.



Graphique: Appréciation de la collaboration



RESULTATS DE L'ETUDE



PARTIE III: ANALYSE SWOT DE LA TASK FORCE

RESULTATS DE L'ETUDE

Forces

- Les interventions sont basées sur un Islam authentique et connu de tous;
- La pluridisciplinarité; capacité de travailler avec des intervenants qui ont des compétences très définies; (religieux journalistes, juristes) etc
- Existence d'un comité multidisciplinaire; Soutien des partenaires technique et financier ;-Elargissement du membership de la task force



L'expertise par rapport au sujet; la disponibilité des ressources financières pou aider la task force

La bonne relation avec les autorités locales de nos zones ;

- Les ressources humaines internes, la capacité acquise en plaidoyer;
- La mobilisation des Associations des jeunes;
- Présence de plusieurs spécialistes dans l'association ,répartition des membre sur l'unité national, présence des membres à des niveau de décision parfois (parlement, gouvernement
- Existence de personnes ressources sur la thématique, offres de services post avortement

RESULTATS DE L'ETUDE

Faiblesses

- Les difficultés de généraliser le débat , les impacts des communications trop limités;
- Le comité de plaidoyer se dit national mais la plupart de ces interventions sont dans la région Dakar;
- Rupture de financement pour la poursuite des actions;



Le changement de législature qui anéanti les acquis ,

L'insuffisance des ressources financières de la task force ce qui fait que le plaidoyer n'est pas trop actif;

- Le manque d'expérience de plusieurs intervenants ; renforcement de capacités
- Le manque de documents d'étude sur la question
- Insuffisance d'engagement de certains membre du comité,
- Changement au niveau des structures ,non formalisation du comité de plaidoyer
- Faible engagement des membres malgré l'engagement de l'association
- La communication coute que coute sur l'avortement médicalisé/ trop axée sur l'avortement médicalisé

RESULTATS DE L'ETUDE

Opportunités

- Cette cartographie est une opportunité pour un cadrage des différents qui interviennent ou peuvent intervenir dans le domaine de l'avortement médicalisé;
- Comité National de Plaidoyer: une synergie d'action qui s'opère dans le cadre du plaidoyer
- Nouvelle législature 2017-2022;
- Nouveau appel à proposition de Amplifychange qui soutien de telle initiatives
- L'objectif du Sénégal d'atteindre l'ODD 3 à travers la réduction de la mortalité maternelle à 70 décès pour 100 mille naissances vivantes;
- La levée des tabous sur l'avortement parce que auparavant on osait pas en parler
- La petite avancée au niveau de l' Eglise catholique sur l'avortement à travers la lettre apostolique du pape qui concède désormais à tous les prêtres la faculté d'absoudre le péché d'avortement
- Le projet Amplify change représente une opportunité de renforcement;



RESULTATS DE L'ETUDE

Menaces

- La radicalisation de plusieurs leaders politiques et religieux sur le sujet (nous recevons des lettres de menace par certains religieux)
- 4 : les leaders politiques et religieux influencent les médias pour que la loi ne change pas
- la faiblesse des financements



Non adhésion des communautés à la problématique

Les populations ne sont pas encore prêtes pour favoriser l'avortement médicalisé;

- Environnement social et religieux défavorable ,environnement contexte politique tendu, désinformation par les acteurs médias
- Position ambiguë des religieux et des communicateurs
- Les prochaines échéances electorales qui pose un risque de politisation du plaidoyer.

RESULTATS DE L'ETUDE

PARTIE IV: RECOMMANDATIONS



RESULTATS DE L'ETUDE

Principales recommandations

- l'Etat devra mieux appuyer les organisations de la société civile impliquées dans le PAM
- les Ministères publics devront davantage s'impliquer et renforcer les interventions de la société civile ;
- la Task Force devra renforcer son dispositif organisationnel par un réseau pluridisciplinaire dynamique et professionnel ;



- la Task Force devra améliorer d'avantage la collaboration interne et mettre en place des outils de communication pertinents et incitatifs au travail collaboratif (team bulding, plan intégré de plaidoyer) ;
- les organisations de société civile devront davantage manifester leur engagement et leur courage de s'engager pour le plaidoyer pour l'accès à l'avortement médicalisé dans les cas du viol, de l'inceste et des abus sexuels ;
- la Task Force devra travailler à nouer avec des parlementaires un partenariat stratégique solide capables de porter le projet de réforme de loi sur l'avortement médicalisé dans les cas dans les cas du viol, de l'inceste et des abus sexuels ;
- la Task Force devra élaborer un plan de communication en vue de mieux

RESULTATS DE L'ETUDE

Principales recommandations

- les intervenants devront renforcer leur collaboration en mettant l'accent sur la synergie d'accès pour pouvoir obtenir des résultats dans ce domaine très complexe ;
- les PTF devront renforcer les ressources techniques et financières pour une régularité des actions de plaidoyer ;
- le Ministère de la santé et les ONG de prise en charge devront travailler à un meilleur accès aux victimes d'abus sexuels aux services de prévention/prestation de soins ;
- la Task Force devra diligenter une recherche qualitative sur la situation des victimes en vue de construire des argumentaires de plaidoyer plus persuasif adapté au contexte Sénégalais;
- la Talk devra poursuivre cette analyse de cartographie pour prendre en compte tous les intervenants ayants des atouts à participer aux efforts de plaidoyer pour l'avortement médicalisé en cas de viol, d'inceste et d'abus sexuels ;
- les activités de mobilisation sociale et de sensibilisation au niveau de communautaire devront être renforcées en vue d'inciter à plus d'engagements des populations ;



DOCUMENTS COLLECTES



- [L'avortement au Sénégal; Guttmacher Institut](#)
- [Rapport FIDH](#)
- [Etude AJS/ASBEF](#)
- [Les enjeux sociaux liés à l'avortement](#)
- [Présentation environnement juridique de l'avortement](#)
- [Comment éduquer au sujet de l'avortement](#)
- [Rapport de Recherche](#)
- [Les sept piliers de l'avortement médicalisé](#)
- [Projet de loi du comité de plaidoyer](#)